

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Et après le
16 février ?

Le 16, ils étaient des centaines de milliers en grève, dans les multiples actions et manifestations, de Dunkerque à Longwy, en passant par la foule de Valenciennes : plus de 60 000 autour de ceux de Denain.

Est-il de meilleure preuve que la population de ces régions est prête à agir, à lutter contre les licenciements ? Est-il de meilleure preuve que les actions menées spécialement à Denain et Longwy, certes dispersées et limitées mais fermes, voire violentes, ont fait naître un espoir dans le cœur des travailleurs ? Ceux-ci sont prêts à répondre aux appels à la solidarité, à l'action, prêts à se mobiliser pour la lutte pour l'emploi !

Mais cette journée aura-t-elle été une étape pour faire passer la lutte et l'unité dans la lutte, à un niveau supérieur ?

Pour que les actions encore dispersées de ces derniers temps s'élargissent et s'approfondissent en actions plus vastes portant des coups plus rudes à l'ennemi, aux profits des maîtres de forges ?

A Valenciennes, la seule proposition, perspective concrète offerte pour après le 16, ce fut la marche sur Paris.

A Valenciennes encore, ceux qui tenaient la tête du cortège étaient bien plus préoccupés — jusqu'à l'obsession — de ne pas être débordés que de s'appuyer sur la présence d'une telle foule pour faire une manifestation combative, dynamique, enthousiaste.

Très vite, le défilé est devenu presque silencieux.

Et nombreux furent les sidérurgistes qui sont rentrés déçus.

Certes, la manifestation de Valenciennes n'est pas l'image exacte de l'ensemble mais elle illustre sans aucun doute ce que souhaitent faire de la lutte certains dirigeants : la cantonner dans « le calme et la dignité » d'actions hors des entreprises.

Ce n'est pas ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas non plus la voie pour le succès.

Sur la base de la grande volonté de combat dont cette journée du 16 fut le reflet, il faut que l'action s'étende sur le terrain des entreprises, celles les plus directement menacées comme aussi celles qui tournent, pour porter des coups aux profits du patronat. C'est la condition pour augmenter le rapport de forces en faveur des travailleurs et pour que la solidarité la plus large puisse devenir effective.

Gilles CARPENTIER

Contre-attaque chinoise face aux provocations vietnamiennes

Se défendre, la Chine en a le droit !

A PRES des mois d'incessantes provocations vietnamiennes, incursions, destructions et incidents sanglants sur le territoire chinois, après des mois de patience, la Chine mène une contre-attaque limitée. L'URSS, déjà derrière le Vietnam contre le Cambodge, menace. La Chine use du droit de se défendre : c'est son droit le plus inaliénable.

Voir la déclaration du
gouvernement chinois
et nos articles en page 3



Les attaques vietnamiennes contre la Chine ont commencé il y a plusieurs mois. Ci-dessus, en novembre 1978, un mineur chinois blessé par les Vietnamiens.

La position du Parti communiste marxiste-léniniste à l'occasion des élections cantonales

Dans le cadre des orientations fixées par la sixième session du Comité central, le bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste a examiné et fixé les formes de participation du Parti à la bataille politique des élections cantonales de mars 1979.

Les décisions suivantes ont été arrêtées :

1) Le Parti communiste marxiste-léniniste présentera quelques candidatures dans des cantons où son activité lui a permis d'accumuler des liens suffisants avec la classe ouvrière, les petits paysans et les autres couches populaires.

Le bureau politique a procédé à la détermination des régions dans lesquelles de telles candidatures paraissent susceptibles d'être

présentées.

2) Dans tous les autres cantons où le Parti communiste marxiste-léniniste ne participera pas directement au scrutin, le bureau politique a décidé d'appeler à voter pour tout candidat qui aura pris position de manière explicite, sincère et globale sur l'ensemble des points suivants :

— La défense effective des intérêts de classe des ouvriers, des petits paysans et des couches populaires, sur toutes les questions économiques, sociales et politiques posées au niveau de la commune, du canton et du département (questions concernant les impôts locaux, la politique du logement et de l'urbanisme, les constructions scolaires, les implantations diverses d'autour-

tes, de centrales nucléaires, les restructurations industrielles entraînant des licenciements, la politique foncière entraînant des expropriations ou atteintes partielles au détriment des petites et moyennes exploitations agricoles, etc.

— La condamnation sans réserve de la politique de chômage, de misère, d'exode rural, d'exploitation et de répression du gouvernement réactionnaire de Giscard et Barre, politique qui sert les intérêts du patronat capitaliste et de la grande bourgeoisie.

— La condamnation des entreprises impérialistes des deux superpuissances USA et URSS qui conduisent à une troisième guerre mondiale et la condamnation de l'agression soviéto-viet-

namienne contre l'indépendance nationale du Cambodge, comme de toute atteinte à l'indépendance et à la souveraineté nationale d'autres pays, nations et peuples.

Il va sans dire que le PCML n'appellera pas à voter pour un candidat qui n'exprimerait son accord qu'avec un seul ou deux des trois points exposés.

Ces trois points constituent de ce fait les axes de la lutte politique immédiate du Parti communiste marxiste-léniniste, qui les développera de façon autonome pendant la bataille des élections cantonales soit par l'intermédiaire de ses candidats, soit sous d'autres formes là où il n'en présentera pas.

Voir aussi en page 3

IRAN

Qui est le parti Toudeh ? (2)

Opportunisme, trahison et alignement sur Moscou

2 millions de travailleurs britanniques en grève

Le syndicat soutient le gouvernement

ALORS que deux millions d'employés des services publics sont toujours en grève pour l'obtention de salaires décents, les travailleurs britanniques ont eu la surprise de voir apparaître à la télévision le premier ministre Callaghan et Len Murray, le secrétaire général du TUC, la grande confédération syndicale. L'un et l'autre, bras dessus, bras dessous, ont annoncé la signature d'un « Concordat » entre les syndicats et le gouvernement.

Chose incroyable, cet accord ne fait aucune allusion ni à la moindre augmentation de salaire, ni même aux grèves actuelles. Il se contente en fait de prévoir que l'inflation ne devra pas dépasser 5 % (on sait ce que vaut ce type de promesses aussi bien chez nous qu'en Grande-Bretagne). Moyennant quoi la centrale syndicale renouvelle son soutien au parti travailliste et au gouvernement.

Il s'agit donc là, et de manière flagrante, d'une tentative de trahison de l'actuel mouvement revendicatif de la part de l'Etat-major syndical. La raison en est d'ailleurs aussi simple qu'électorale. Les dirigeants du TUC sont, dans leur quasi-totalité, liés au parti de Callaghan. Or, celui-ci risque d'être mis en difficulté aux prochaines élections si les grèves se poursuivent. Callaghan l'a d'ailleurs très clairement expliqué : « La campagne du parti travailliste s'appuiera essentiellement sur le concordat pour expliquer que, grâce à ses relations privilégiées avec le mouvement syndical, il est mieux en mesure d'éviter les conflits sociaux », a-t-il dit en substance.

On ne peut être plus clair sur le rôle de trahison des directions syndicales réformistes. Quant aux deux membres du parti communiste qui siègent au Conseil régional du TUC, ils ont ratifié le document bien que l'un d'eux ait dit « il soit légèrement réactionnaire (?) ».

Serge FOREST

Certains socialistes allemands font les yeux doux à Moscou

AU moment où Moscou et Berlin-Est tirent à boulets rouges sur la politique militaire du chancelier Schmidt, le vice-président de son propre parti, Herbert Wehmer, qui est aussi chef du groupe parlementaire SPD au Bundestag, renouvelle ses critiques au sujet du stationnement de fusées à moyenne portée sur le territoire ouest-allemand. Déjà l'an dernier, le secrétaire du SPD, Egon Bahr, avait combattu le projet américain de bombe à neutrons. Bahr et Wehmer sont les initiateurs de la politique de détente avec l'Est, mise en œuvre par Willy Brandt et ils estiment que les Russes n'ont aucune intention agressive à l'égard de l'Europe.

Helmut Schmidt a demandé aux Américains de nouvelles fusées Pershing II d'une portée de 1 800 km en remplacement des Pershing I dont la portée n'est que de 700 km. Ces nouvelles fusées permettraient de faire échec aux SS 20 soviétiques qui sont pointées en permanence sur l'Europe occidentale. Wehmer mène actuellement campagne pour amener le Bundestag à s'opposer à la politi-

que de défense de Schmidt. Dans un journal hollandais, il avait déjà attaqué le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Gensher. Dans une interview à la radio allemande, il vient de s'en prendre aux diplomates allemands qui, selon lui, bloquent les pourparlers de Vienne sur le désarmement en Europe « en dépit de la bonne volonté soviétique », prétend-il.

Pour le gouvernement Schmidt, seule une défense puissante peut contraindre les Russes à négocier. Pour Bahr, Wehmer et leurs partisans, le potentiel militaire des Soviétiques est purement défensif et il faut leur laisser l'avantage, car leurs bonnes intentions sont évidentes. Tout cela ne diffère guère des propos tenus par Brejnev et ses sbires depuis des années.

Alors que chaque jour on découvre en RFA de nouveaux réseaux d'espionnage aux multiples ramifications dans les plus hautes sphères de l'Etat, une telle attitude est très dangereuse. Ce fut jadis celle des démocraties occidentales face à Hitler qui lui aussi n'avait que de « bonnes » intentions.

Henri BERTHAULT

NOUS avons vu dans notre précédente édition la naissance et le développement du parti Toudeh, parti issu du Parti communiste iranien. En 1951, un grand mouvement populaire porte au pouvoir, le docteur Mossadegh, un nationaliste convaincu. Dans un premier temps, le Toudeh s'oppose à Mossadegh et refuse en particulier la nationalisation des pétroles au nord du pays. Cette attitude du parti Toudeh lui fait perdre beaucoup de ses membres et de son influence.

Les dirigeants du Toudeh changent alors de tactique : ils ne s'attaquent plus ouvertement au gouvernement mais exigent de celui-ci qu'il nationalise les champs pétrolifères sauf ceux du nord du pays, ceux qui sont exploités en commun avec l'Union soviétique.

Si ces exigences pouvaient être admises lors de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'Iran servait de base de ravitaillement au front soviétique contre les nazis, elles ne se justifient plus en 1951, et cette nouvelle position du Toudeh ne va faire qu'accroître son discrédit auprès d'un peuple qui lutte pour récupérer ses richesses.

Le Toudeh n'aura plus jamais de très grande influence auprès des masses. Il conserve cependant une certaine influence dans l'armée, auprès des officiers, en particulier. Bon nombre d'entre eux sont soit membres soit sympathisants du parti. L'armée se trouve ainsi divisée en deux camps. La majorité soutient le Shah, l'autre part est plutôt favorable au Toudeh.

LE COUP D'ETAT

Les Etats-Unis, cependant, après avoir exercé en vain les pressions les plus extrêmes contre le gouvernement de Mossadegh, décident d'en finir avec lui. La CIA met plusieurs millions de dollars dans l'opération menée par l'ancien ambassadeur US à Téhéran,

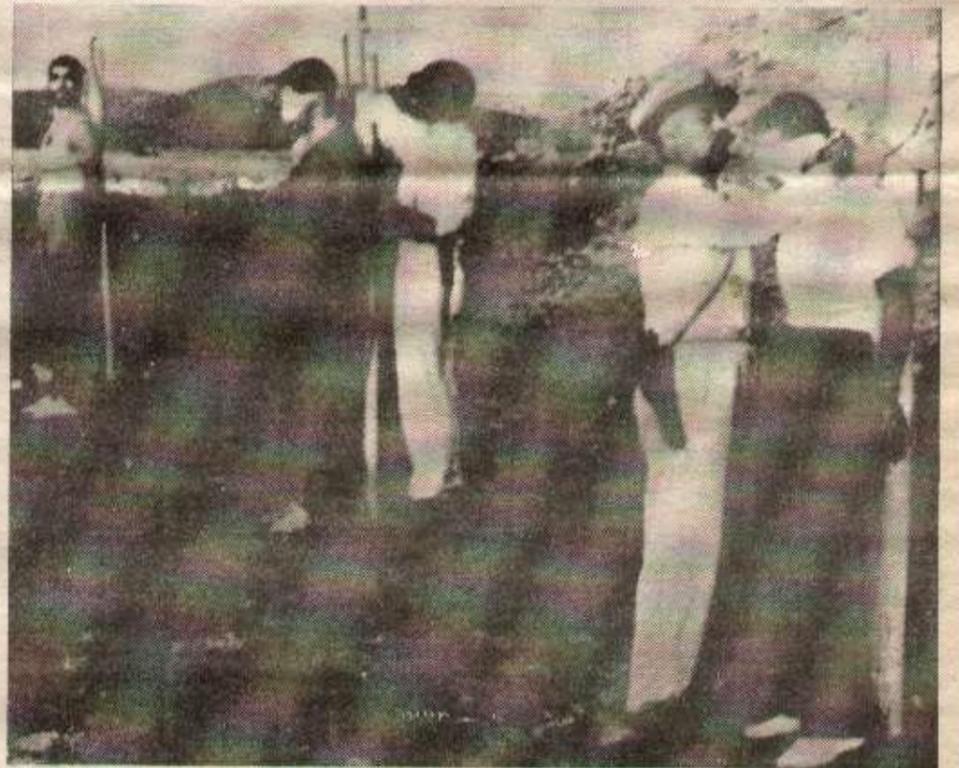
réfugié en Suisse. Le coup d'Etat réussit facilement : les nationalistes n'ont que très peu d'influence dans l'armée et le Toudeh, qui lui en a une, refuse de les soutenir. F. Kechavarz, un dirigeant de l'époque du Toudeh, raconte : « Le matin même du coup d'Etat réussi contre le docteur Mossadegh, le 19 août 1953, Kianouri (*) a paralysé l'appareil civil et militaire

du parti et s'est opposé à ce que le parti appelle immédiatement les ouvriers à la grève générale laissant ainsi le champ libre à quelque 200 ou 300 "manifestants" venus des bas fonds de la ville aux cris de "Vive le Shah" ».

Cette attitude du Toudeh permet au Shah et à l'ensemble de son régime de revenir au pouvoir sans qu'aucune résistance n'ait été organisée. Elle est perçue par l'ensemble du peuple comme une trahison. La répression peut s'abattre sur l'ensemble du peuple et le Toudeh lui-même n'est pas épargné. Il est démantelé, des centaines de ses militants sont arrêtés, torturés, fusillés. Les jeunes officiers qui étaient prêts à prendre les armes pour s'opposer au coup d'Etat ont attendu en vain l'ordre de leur parti. Ils seront eux

ri va même jusqu'à déclarer fin janvier : « Je crois qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le socialisme scientifique et le contenu social de l'Islam ». L'opportunisme est de rigueur... Il s'affirme alors prêt à faire un « très long chemin avec Khomeiny ». En quelques jours la position vis-à-vis du mouvement religieux a changé du tout au tout, non seulement on ne l'attaque plus, mais on lui apporte même un soutien total.

Comme par hasard, c'est à ce moment précis que Moscou qui, jusque-là, s'était montré très réservé vis-à-vis du soutien populaire, se découvre une sympathie profonde pour Khomeiny. Celui-ci apparaît alors comme ayant toutes les chances de l'emporter et, ni Moscou ni le Toudeh ne veulent rester les deux pieds



Répression après le coup d'Etat du Shah.

Carter au Mexique : un sourire qui se fige

LE 14 février, Jimmy Carter débarque au Mexique pour un voyage officiel de quelques jours. Déjà l'accueil à l'aéroport lui avait semblé un peu froid, mais il comptait sur la chaleur communicative des banquets pour arranger les choses.

Hélas ! Pauvre Jimmy. Dans son toast de bienvenue, le président mexicain, Lopez Portillo, s'est d'abord étonné que les USA s'intéressent « brusquement au Mexique en raison de ses immenses réserves potentielles de pétrole ». En plus, l'impertinent s'est permis de mettre pratiquement Carter en demeure de respecter l'indépendance politique et économique du Mexique.

Enfin, pour faire bonne mesure, le président

Lopez Portillo a ajouté : « Le Mexique est soudain devenu le centre d'intérêts des Américains : une attention qui est un mélange surprenant d'avidité, de dédain et de crainte ». Le légendaire sourire de ce brave Jimmy s'est soudain figé pendant que celui de nombre de membres de l'assistance s'épanouissait.

Dans sa réponse, Carter a commencé à évoquer ses longues courses à pied pour maintenir sa forme physique, puis ses souvenirs de touriste à Mexico. Après ces préliminaires du plus haut intérêt, il a enfourché son dada favori, et il y est allé de son couplet sur les droits de l'homme.

Décidément, la grandeur de l'Amérique n'est plus ce qu'elle était.

aussi fusillés par dizaine. Cette trahison coûte doublement cher au Toudeh, car elle ne sera pas oubliée de si tôt.

ALIGNÉ SUR L'URSS

Depuis, les choses n'ont guère évolué. Plus que jamais le Toudeh est inféodé à Moscou, et on a pu voir, lors des derniers événements qu'il reprenait point par point la stratégie soviétique.

La direction vit en exil en Allemagne de l'Est et c'est de là, qu'en janvier dernier, peu de temps après le départ du Shah, elle a lancé un appel à la lutte armée. Appel qui n'a pas reçu l'écho escompté, la quasi-totalité du peuple suivant alors les signes donnés depuis Neauphle-Le-Château par l'ayatollah Khomeiny.

Puis soudain, à la faveur d'un changement de direction, (c'est précisément le Kianouri de sinistre mémoire qui reprend officiellement la tête du parti), le Toudeh se déclare prêt à soutenir Khomeiny. Kianou-

rien dans le même sabot, l'Iran est un enjeu bien trop considérable.

L'un et l'autre cependant continuent à miser sur plusieurs tableaux. Tout en soutenant en parole le gouvernement Khomeiny, le Toudeh appelle mercredi dernier à poursuivre la lutte armée. Contre qui si ce n'est précisément contre le nouveau gouvernement ? L'apparition de nouveaux troubles permettrait en effet au Toudeh de prendre la tête d'un mouvement armé pour accéder au pouvoir.

Même si ce n'est pas la seule carte qu'elle joue, c'est une éventualité que Moscou suit de très près.

Evelyne LE GUEN

(*) Kianouri est dans les années 1950 un des hauts dirigeants du Toudeh, représentant l'aile la plus alignée sur Moscou. De ce point de vue-là, au moins il n'a pas changé. Sa récente nomination, malgré son histoire, à la tête du parti Toudeh, traduit l'importance que l'URSS attache à l'Iran et son désir évident d'y utiliser le Toudeh comme un agent totalement soumis à ses intérêts.

Se défendre la Chine en a le droit !

POUR beaucoup, ce qui se passe aujourd'hui entre la Chine et le Vietnam est assez incompréhensible : deux pays, hier encore étroitement liés dans la lutte contre l'impérialisme américain, en arrivent à se battre entre eux. En effet, on ne peut rien comprendre si on ne voit pas que tout a commencé à aller de mal en pis à partir du moment où le Vietnam a choisi de s'en remettre entièrement à Moscou.

Après des mois de provocations vietnamiennes, la Chine use de son droit de défense

«LA patience a des limites » : c'est ce que les dirigeants chinois répétaient de plus en plus souvent à l'adresse du Vietnam. En effet, après six mois de provocations armées vietnamiennes contre le territoire chinois (700 provocations faisant plus de 300 morts et blessés parmi les forces de la milice et la population), la Chine a été contrainte d'user de son droit d'auto-défense, en passant à la contre-attaque.

Et pourtant, on ne pourra pas dire que la Chine n'a pas tout fait pour éviter d'en arriver là. C'est ainsi qu'au début des incidents avec les ressortissants chinois expulsés du Vietnam, Pékin a tenté de résoudre le problème avec Hanoï sur la base d'un accord signé entre les deux parties depuis de nombreuses années.

En vain. Hanoï ne voulait pas résoudre les problèmes, mais au contraire attiser le feu entre les deux pays. La suite des événements devait confirmer cette volonté délibérée d'envenimer les choses : après l'affaire des ressortissants chinois, Hanoï, de plus en plus liée à Moscou, commençait ses provocations armées, tant à la frontière chinoise que sur la frontière cambodgienne. Pendant de longs mois, refusant de répondre aux provocations, la Chine s'est contentée de protester officiellement auprès du gouvernement vietnamien, les miliciens chinois, agressés sur leur propre territoire ne ripostaient même pas. Mais l'extrême patience et modération de la Chine étaient finalement considérées par Hanoï comme un signe de faiblesse qui l'encourageait à poursuivre ses hostilités.

C'est pourquoi, ces der-

niers temps, les miliciens chinois ont commencé à faire usage de leur droit de réponse, c'est pourquoi aussi le gouvernement chinois avait mis en garde Hanoï, lui rappelant ce principe qui est celui de toute armée non-agressive : « Si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous riposterons ».

Et c'est justement la signification de la contre-attaque chinoise lancée ce week-end.

Mais « contre-attaque » ne signifie pas « agression ». Si l'armée chinoise a été contrainte d'user de son droit de défense pour stopper net les provocations contre la Chine, il n'est pas question, comme l'a indiqué le *Quotidien du peuple* chinois qu'elle occupe le Vietnam car la Chine « ne veut pas un seul morceau du sol vietnamien ».

« Après avoir repoussé les agresseurs aussi loin que nécessaire », les forces armées chinoises se retireront à la frontière pour en assurer la sécurité. Car si la Chine ne revendique pas un seul pouce de pays étranger, elle n'entend pas non plus laisser son territoire malmené par d'autres.

Dès 1976, un membre du comité central du parti vietnamien déclarait avec un franc cynisme : « Pendant la guerre au Vietnam, amener la Chine et l'Union soviétique à soutenir de tous leurs efforts le Nord-Vietnam, c'était important pour le Vietnam. Maintenant, il ne lui est pas tellement nécessaire d'appliquer cette politique... Aujourd'hui l'entente avec l'Union soviétique joue un rôle d'une extrême importance pour le Vietnam. L'Union soviétique espère vivement affaiblir l'influence chinoise dans cette partie du monde, voilà qui coïncide avec les intérêts du Vietnam ».

On ne saurait être plus clair sur l'abandon d'une politique d'indépendance nationale par le Vietnam et sur un choix de soumission aux intérêts soviétiques.

Et une fois ce mauvais choix fait, provocations et agressions vietnamiennes se sont succédées tant contre la Chine que contre le Cambodge, débouchant le

premier janvier de cette année sur une occupation d'envergure de tout le territoire cambodgien avec installation d'un gouvernement fantoche pro-vietnamien à Phnom Penh.

Devant de tels actes, on comprend mieux pourquoi Hanoï avait éprouvé le besoin de saluer le 21 août 1978, le 10^e anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie : la « souveraineté limitée », ce n'est pas seulement « valable » pour l'Europe de l'Est, ça a « du bon » aussi en Asie, estiment les états-majors de Kremlin et de Hanoï.

Car voilà le drame : Moscou n'a pas du tout l'intention de se contenter de la trop petite et pauvre Europe de l'Est. L'occupation de la Tchécoslovaquie a été le détonateur d'une longue chaîne d'explosions.

Que ce soit en Europe, que ce soit en Asie ces derniers temps ou en Afrique depuis déjà plusieurs années, on assiste en fait à la mise en place d'un dis-

positif stratégique de nature planétaire de la part de l'URSS dont l'objectif final est de mettre la main sur l'Europe occidentale, cette Europe si industrialisée.

Il y a eu la Tchécoslovaquie, il y a eu le démembrement du Pakistan, il y a eu l'Angola puis le Zaïre, aujourd'hui, il y a l'Éthiopie, Cuba, le Vietnam, l'Afghanistan, le Cambodge, peut-être bientôt l'Iran...

D'une part, ces pays intéressent l'URSS parce que riches en matières premières mais surtout ils sont tous situés en plein cœur ou à proximité de voies stratégiques importantes : voie de passage entre l'Océan Indien et la Méditerranée pour la corne de l'Afrique ; voie de passage entre l'Océan Pacifique et l'Océan Indien pour le Sud-Est asiatique ; voie de passage entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique pour l'Angola et le Zaïre.

Petit à petit, le dispositif se met en place, la menace se rapproche autour de l'Europe mais l'offensive

soviétique subit aussi des revers : L'Égypte, la Somalie se sont dressées contre les ambitions impérialistes de Moscou, le Zaïre a repoussé une agression soviétique déguisée. Aujourd'hui, le Cambodge résiste héroïquement à l'agression soviéto-vietnamienne.

Une chose est sûre : ce n'est pas en baissant les bras devant l'agression qu'on fera reculer le danger d'une troisième guerre mondiale. Toute défaite infligée à l'ours soviétique dans la mise en place de son dispositif d'encerclement de l'Europe, c'est autant de gagné dans la course pour la paix, contre la guerre. Tant que Moscou n'aura pas réussi à installer son dispositif planétaire, tant que ses bases en matières premières ne seront pas suffisantes, l'explosion d'une nouvelle guerre mondiale pourra être retardée. C'est à cela que s'emploient les peuples du monde, y compris le peuple chinois.

Claude LIRIA

La déclaration du gouvernement chinois

D'ORDRE du gouvernement chinois, l'agence Xinhua fait aujourd'hui la déclaration suivante : « récemment les autorités vietnamiennes, au mépris des avertissements répétés de la partie chinoise, ont envoyé continuellement des forces armées envahir le territoire chinois et attaquer les gardes-frontières et les habitants frontaliers chinois, de sorte que la situation s'est détériorée rapidement et qu'une menace grave pèse sur la paix et la sécurité dans les régions frontalières chinoises. »

Poussées à bout, les troupes de la défense frontalière chinoise ont été contraintes de se dresser pour la contre-attaque. Ces dernières années, les autorités vietnamiennes, tout en se livrant avec frénésie à des activités antichinoises et au refoulement des ressortissants chinois n'ont cessé de lancer des provocations armées et d'entreprendre des actes d'hostilité dans les régions frontalières chinoises. Ayant à cœur l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien, la partie chinoise a toujours adopté une attitude faite de retenue et de modération et a donné à maintes reprises des conseils et des avertissements aux autorités vietnamiennes, afin d'éviter que l'événement ne s'amplifie... »

Après avoir expliqué que le Vietnam a considéré la patience chinoise comme un signe de faiblesse, la déclaration poursuit :

« La position conséquente du gouvernement et du peuple chinois est la suivante : si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons. Que les troupes de la défense frontalière chinoise poussées à bout se soient dressées pour la contre-attaque, c'est là une action tout à fait juste. Désireux d'édifier notre pays, nous avons besoin d'une conjoncture internationale de paix et nous ne voulons pas la guerre. »

Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien et nous ne permettons absolument pas que l'on envahisse délibérément le territoire de notre pays. Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité.

Après avoir contre-attaqué comme il se doit, les agresseurs vietnamiens, les troupes de la défense frontalière chinoise s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie. Nous sommes persuadés que la position de la Chine bénéficiera de

la sympathie et du soutien de tous les pays et peuples épris de paix et de justice.

Dans la lutte révolutionnaire, les peuples chinois et vietnamiens se sont accordés sympathie, aide et soutien, nouant ainsi entre eux une profonde amitié. Le fait que des conflits armés aussi graves se soient produits maintenant entre la Chine et le Vietnam est exclusivement dû aux autorités vietnamiennes qui sont allées à l'encontre de la volonté des peuples chinois et vietnamien.

Le gouvernement et le peuple chinois attachent un grand prix à l'amitié entre les peuples de Chine et du Vietnam et œuvrent à la sauvegarde. Cela, ils l'ont fait dans le passé, ils le font aujourd'hui et ils le feront dans l'avenir.

Le gouvernement chinois exige solennellement des autorités vietnamiennes la cessation immédiate de leur invasion armée et de toutes leurs activités de provocation et de sabotage dans les régions frontalières chinoises, le retrait de tout leur personnel armé des territoires chinois qu'elles ont illégalement occupés, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine.

Le gouvernement chinois est depuis toujours d'avis que les différends entre les deux pays doivent être réglés de façon équitable et raisonnable au moyen de négociations pacifiques. Étant donné le manque total de sincérité du côté vietnamien, aucune négociation antérieure n'a pu aboutir.

Maintenant, le gouvernement chinois propose une nouvelle fois que les deux parties entament rapidement des négociations entre leurs représentants à un niveau approprié dans tout lieu agréé par elles en vue du rétablissement de la paix et de la tranquillité dans les régions frontalières des deux pays, et partant de résoudre les litiges concernant les problèmes de la frontière et du territoire. Le gouvernement chinois est prêt à entreprendre des négociations concrètes sur tout moyen constructif permettant d'assurer la paix et la tranquillité à la frontière sino-vietnamienne.

Au moment où les troupes de la défense frontalière chinoises se voient obligées de riposter à l'invasion armée vietnamienne, le gouvernement chinois lance cet appel aux autorités vietnamiennes : revenez de vos égarements, arrêtez-vous au bord du précipice et ne persistez plus dans la voie erronée.

Elections cantonales des 8 et 15 mars

LA moitié des cantons sont renouvelables les 18 et 25 mars prochains (1976 pour la France métropolitaine). Pour être candidat à ces élections, il faut avoir 23 ans révolus le 18 mars prochain, avoir rempli ses obligations militaires, être français (être naturalisé depuis au moins 10 ans), être domicilié dans le département (et non dans le canton précis où l'on se présente) ou au moins y être contribuable (payer des impôts locaux), être inscrit sur une liste électorale.

Il n'y a pas de suppléants à présenter comme dans le cas des législatives. Il faut déposer à la préfecture du département concerné (avant le premier mars), une déclaration de candidature (dont le modèle est fourni à la préfecture) et verser une caution de 50 F (remboursée pour les candidats atteignant 5 % des suffrages exprimés, conditions applicables également pour le remboursement des frais de propagande : circulaires, affiches, bulletins de vote).

AU JOUR LE JOUR



Cinq heures avec ceux d'Usinor-Denain

TREIZE heures trente. Place Vilars à Denain. Le froid est vif. La rue, déserte un quart d'heure plus tôt, voit affluer des groupes d'hommes. Bientôt, nous sommes plusieurs centaines et les deux premiers cars arrivent. Ils sont pris d'assaut et, noirs de monde, ils s'éloignent. On entend dire : « Il n'y en a que deux ils vont faire la navette ». Mais, soudain, un mouvement secoue la foule : d'autres autocars arrivent, on les voit au bout de la rue à la hauteur d'Usinor.

Et d'autres viendront encore. Une dizaine de voitures passent en cortège : par les fenêtres des portières, on se fait de signes, on s'interpelle... Nous décidons de suivre le prochain car. Le voici ! Nous serpentons à travers Denain derrière lui. En franchissant l'Escaut, nous nous apercevons qu'il y a derrière nous une bonne vingtaine de voitures et de

bus. Nous roulons encore. Le flot ralentit. Voici le pont qui enjambe l'autoroute, en décrivant une large courbe. Arrivés au sommet nous regardons derrière nous : inouï, sur tout sa largeur, la nationale est remplie à perte de vue de voitures et d'autocars, roulant pare-chocs contre pare-chocs. Bientôt, les quatre voies sont occupées et le



La place d'armes à Valenciennes, tous les manifestants auront du mal à y prendre place.

SFP : les grévistes ne chôment pas

Le jugement en référé, qui a eu lieu jeudi, a donné gain de cause aux travailleurs de la SFP.

L'ordre du jour du comité d'entreprise pourra être préparé et l'argumentation économique-juridique démontée : « Les problèmes juridiques sont longs mais importants ». Il y a une vingtaine de points à l'ordre du jour du comité d'entreprise mais le projet de licenciement fait par Clermont-Tonnerre fait 36 pages ! Ceci n'est qu'un as-

pect, la popularisation, le soutien ne cessent de contribuer à augmenter le rapport de force.

Soutien financier à l'ordre de :
Comité d'entreprise SFP
Fonds de solidarité
Adresse : CE de la SFP à l'attention de Mme Le Moruan
Pièce 0311 R-de-chaussée
36, rue des Alouettes
75019 - Paris

CALENDRIER DES ACTIONS POUR LA SEMAINE

- Lundi 19 : 9 heures réunion au comité d'entreprise, délégations dans des entreprises, 20 heures à 24 heures : Gala de soutien.
 - Mardi 20 : Manif des entreprises du spectacle et de celles en lutte dans le 18^e arrondissement. Rendez-vous à 14 heures à Beaubourg.
 - Mercredi 21 : conférence de presse à 10 h 30.
 - Jeudi 22 : Journée nationale de la Radio-Télévision.
 - Vendredi 23 : Manif sur l'emploi avec toutes les entreprises du 19^e.
- ET 24 HEURES SUR 24, SEPT JOURS SUR SEPT PIQUET DE GREVE

EN BREF

Une équipe Video de la SFP est en Lorraine avec les sidérurgistes. Les travailleurs de Chaix font des affiches. L'annulation de la manifestation du mardi 13 a troublé RG et ministre : JP Lecat (un ministre) a attendu les grévistes toute la journée. Des bruits sérieux faisaient état d'une agression possible par les flics. Peu de temps après, une déclaration méprisante faite à la radio : un membre du Conseil d'administration a eu droit à un bombage devant chez lui.

fleuve de véhicules pénètre dans la Sentinelle dans un concert étourdissant de klaxons. Des jeunes de la CGT en profitent pour distribuer par la portière des badges syndicaux et des autocollants.

Ailleurs, on descend de véhicules pour en changer. Ceux des bus, écrasés contre les vitres, nous font de grands signes auxquels nous répondons. Des drapeaux s'agitent hors des fenêtres, des banderoles sont hissées sur les galeries. Nous sommes à l'entrée de Valenciennes, mais impossible de rejoindre Dampierre, le point de rassemblement pour ceux de Denain tout est bloqué. « Garez-vous, garez-vous, on continue à pied ». L'appel est entendu, répercuté par des volontaires à travers des véhicules. On crie, on s'interpelle, les banderoles sont déployées. Bientôt, en rangs serrés, des centaines de sidérurgistes jaillissent sur le grand boulevard fièrement déterminés.

Une puissante Internationale éclate soudain, reprise avec une force peu commune par ceux qui à leur tour débordent des rues avoisinantes où ils ont abandonné leurs véhicules.

A deux mille, nous avançons d'un pas rapide : « C'est Dampierre, c'est là qu'on se rassemble », crie un travailleur portant le brassard du service d'ordre de l'intersyndicale. En cinq minutes, les masses compactes s'amalgament et à plus de cinq mille, dans un même

élan, sans une seconde d'interruption, nous obliquons pour poursuivre notre marche en pénétrant dans Valenciennes.

Il n'y a aucun mot d'ordre, aucun slogan, mais l'Internationale, à intervalles réguliers, éclate comme un coup de tonnerre, se propage à travers cette masse d'hommes, de femmes, de jeunes qui ondulent comme une vague puissante.

Boulevard Watteau : « Ils sont là ! » Au bout de l'allée d'arbres, le ciel est bouché, tout est noir de monde. A mes côtés, il y a Lulu, ouvrier d'entretien à Usinor-Denain et son camarade originaire de Lorraine, aujourd'hui ouvrier à Usinor-Denain. Lulu s'exclame, heureux : « On est bien 50 000 ! ». L'autre acquiesce. Dans ce cortège Usinor-Denain, on se reconnaît, on se serre la main, on vient faire le rang avec les copains de boulot. En haut du boulevard Watteau, des femmes et des enfants de sidérurgistes sont là qui attendent leurs maris, leurs pères. Retrouvailles, rires, le fleuve grossit : « Ceux de Denain doivent marcher devant », hurle un jeune gars. Flottement. Des photographes hissés sur un véhicule, mitraillent le foule. La voiture s'arrête, se fonde dans la masse, se dispersent. « Denain devant ! Denain devant ! » peut-on entendre crier.

Mais lorsque le cortège repart après avoir fait un

demi-tour complet, voitures sono en tête, ceux de Denain qui marchent en tête ne sont plus que quelques centaines. FO qui n'a pas appelé à la manifestation se faufile dans la tête. Les ingénieurs et cadres d'Usinor avec leur banderole sont là à 100 mètres de la tête du cortège, et d'autres encore qui occupent la place qui légitimement devait revenir aux sidérurgistes de Denain.

Le boulevard Watteau est traversé. La marée humaine glisse lentement dans les artères de la ville, sous la conduite du service d'ordre. L'excitation retombe progressivement. Un ancien lance l'Internationale mais autour de lui, ils ne sont qu'une vingtaine à reprendre. Stupéfait, le travailleur éclate : « Allez, il faut chanter ! ». Mais derrière lui, visiblement, ce ne sont pas des sidérurgistes d'Usinor, alors du regard, il scrute la manifestation qui serpente dans une longue clameur étouffée. Le froid est toujours aussi vif. Je marche dans les premiers rangs en discutant avec deux jeunes travailleurs. Roger plaisante puis soudain il dit : « Je rigole, mais tout ça, c'est plutôt triste ». Et là-dessus, lui et son copain se mettent à rire. Le bigophone de la tête hurle : « Premiers flashes de RTL viennent d'annoncer que nous sommes 60 000. A mon signal, vous allez applaudir, allez : un, deux, trois, applaudissez ! » « Quel flic, celui-là ! », me dit Roger toujours rigolard.

Soudain, je me rends compte : depuis un quart d'heure, les jeunes remontent un par un vers la tête de la manifestation.

Bientôt, ils sont là 100, 150 à 200 groupés ensemble, ils avancent en pressant le pas. Ils cherchent spontanément à déborder sur les côtés à l'avant du cortège mais le bigophone appelle le service d'ordre à bloquer le passage : « Seulement, les journalistes devant. Tous les autres derrière ! J'ai dit derrière ! Allez le service d'ordre, faites votre boulot ! Bravo, le service d'ordre ! » Les jeunes, autour de moi, sont désemparés, ils courent d'un trottoir à l'autre ; pas une ne reprendra les mots d'ordre lancés par le révisionniste du bigophone du genre : « L'acier à Denain ». D'ailleurs bientôt, le cortège est sans voix : rumeurs et piétinements, grondements sourds d'une gigantesque marée humaine. Le fleuve ne débordera pas. A l'arrivée sur la place d'armes, nous savons que nous sommes 60 000. Nous connaissons notre force, mais aussi notre impuissance. Les jeunes, par groupes compacts quittent la place dès le premier discours. A 18 heures, tout est fini. Le gigantesque rassemblement se disloque. Dans les rues jusqu'à Dampierre, des groupes de manifestants avancent silencieusement à travers le froid. La nuit commence à tomber.

Remi DAINVILLE

LUNDI 19 HEURES - 20 HEURES

CIRQUE D'INVER

310 RUE ANELOT - METRO : FILLES DUCALVAIRE

ENTREE GRATUITE - SOUTIEN EN GREVE

PROGRAMME MAXIMUM

GALA DE LA TELE EN LUTTE

Uckange, le 16 février 1979

19 heures de blocage de routes avec les ouvriers des HFRSU

19 heures de blocage de route avec les ouvriers des HFRSU (Hauts fourneaux réunis de Saulnes et d'Uckange).

« Camarades et amis, au nom des syndicats CGT, CFDT et SIDESTAM (syndicats des employés) de l'usine d'Uckange, je tiens à vous remercier de votre participation à ce meeting unitaire.

Sur cette journée du 16 dès à présent que pouvons-nous dire ?

Depuis une heure du matin, à certains endroits, la plupart des voies fluviales, routières et ferroviaires du Nord et de l'Est sont paralysées.

En ce moment même et depuis 4 heures du matin, les ouvriers et ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) de l'usine d'Uckange, appuyés par la population locale, occupent le carrefour de la gendarmerie.

Ce matin, la quasi-totalité des ouvriers de l'usine et un bon nombre d'agents de maîtrise sont en grève.

D'ores et déjà, au vu de la situation à Uckange et des informations qui nous parviennent d'autres localités, nous pouvons dire que cette journée sera un grand succès.

D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que le gouvernement, le patronat et notre direction en ce qui concerne Uckange font la démonstration que la colère de toute la population ne se transforme pas en fatalisme mais au contraire que cette colère va en grandissant. Il faut que ces messieurs qui nous gouvernent tant à Paris qu'à Uckange sachent qu'ils maintiendront leur plan de licenciements, de démantèlement, aussi longtemps qu'ils s'attaqueront à notre

pouvoir d'achat, à nos conditions de travail, tant qu'ils refuseront de revenir sur leurs projets, et bien, la colère ira en s'accroissant. Il ne peut plus en être autrement.

Ce début de l'intervention syndicale CGT, CFDT et SIDESTAM des HFRSU donne le ton. Je ce qu'a été cette journée. L'occupation du carrefour de la gendarmerie à Uckange a duré en tout 19 heures. 19 heures très longues, très épuisantes mais très enrichissantes. Chacun, quel qu'il soit, a pu apprécier pleinement cette journée. On a bloqué les routes et on a ainsi bloqué les usines de la SOLLAC à Florange, la SOLLAC Sérémange, et... Ici, à Uckange, des centaines de personnes ont participé à cette journée de lutte et d'unité, on a appris à se connaître entre les travailleurs, entre les syndicats. C'est peut-être cela qui a le plus marqué cette journée.

On s'est compté, on a vu que la mobilisation a largement dépassé le cadre de délégués de divers syndicats. Ceux-ci ont d'ailleurs été très surpris. L'un d'eux faisait remarquer que beaucoup de travailleurs de son atelier étaient là, y compris les non-syndiqués.

Cette participation importante des travailleurs aux barrages à Uckange est aussi le reflet de la participation à la grève. Quasiment cent pour cent de grévistes. Comme à son habitude, depuis quelques temps, le directeur Mellet est venu aux prises de service pour voir ce qui se passait. Il tournait autour des travailleurs espérant par sa présence pousser les hésitants à rentrer. Il n'a pas eu de chance, personne n'est rentré, ou presque.

Toute la journée, au barrage on a discuté. On a discuté de la continuation de l'action, d'autres blocages à faire, d'autres formes de lutte, du blocage de la production, etc. On a insisté sur la nécessité de poursuivre la lutte, de ne pas s'arrêter là, de poursuivre la mobilisation pour frapper plus fort.

Nombreux ont été ceux à dire qu'il ne fallait pas recommencer Thionville, qu'il fallait se battre tout de suite. Le midi, on a mangé des casse-croûtes grâce à la sollicitude d'un boulanger, de la population, et grâce à nos cuisiniers d'occasion qui ont préparé merguez et saucisses. L'après-midi a été marqué par un court meeting vers 15 heures. Y assistaient plusieurs centaines de personnes. Parmi eux, les travailleurs du foyer en grève AFTMO de Richemond en grève des loyers et les jeunes du lycée de Fameck venus en délégation soutenir les travailleurs d'Uckange et de la région. Ce meeting avait été préparé par le passage des voitures dans les divers quartiers de la ville.

Suite à ce meeting, vers 16 heures, plusieurs dizaines de personnes se sont dirigées vers la gare pour bloquer la circulation des trains à Uckange. Ce blocage des voies ferrées a duré une heure environ. Vers onze heures du soir le barrage a été levé. Les routiers bloqués depuis le matin ont pu partir. A vrai dire il n'y en avait que deux, mais ils n'ont rien tenté pour forcer le barrage. Il y a bien eu un incident le matin avec un gars qui essayait de forcer, un particulier, il a ramassé quelques coups et est reparti. En tout ce fut une journée bien remplie.

«La bataille pour l'emploi, nous pouvons la gagner !»

L'UNITÉ était très grande sur le terrain, tout le monde a travaillé au coude à coude.

Cette étape, on l'appréhendait, on a vu que ça a marché, qu'on pouvait compter sur un large soutien, une compréhension de tout le monde. La situation est telle aujourd'hui aux HFRSU qu'on ne sait pas encore de quoi demain sera fait (on annonce encore 41 licenciements) que la mobilisation ira en s'accroissant. La lutte est possible. « Nous disons, nous syndicats CGT, CFDT et SIDESTAM de l'usine d'Uckange que la bataille pour l'emploi, nous pouvons la gagner. Pour cela, il faut

fil de regarder un petit peu plus loin que les enceintes de cette usine. Partout la lutte a démarré. Le gouvernement, par l'intermédiaire de Monsieur Boulin, a été contraint de recevoir l'ensemble des fédérations de la métallurgie. Bien sûr, il n'a fait que de vagues promesses, bien sûr, la rencontre avec Giraud risque de ne pas donner grand-chose non plus. Mais soyons sûrs que si la lutte se développe dans le Nord, à Longwy, mais aussi à Solla, Sérémange à Gandrange... et puis si nous prenons notre place dans cette bataille, si la colère accumulée continue à secouer les hautes sphères parisiennes eh bien c'est certain, le gouvernement et

le patronat seront contraints de reculer. Cela dépend de la pression que les syndicats pourront faire valoir. Mais cela dépend surtout de chaque travailleur, de chacun de nous. Cette colère que l'on voit s'imprimer sur les journaux, dans des trains, des routes, des perceptions, des commissariats, c'est bien de l'approuver mais il faut que chacun de nous se saisisse de cette même volonté d'aboutir.

On espère que la prochaine fois, ce ne sera pas seulement une journée, un vendredi de surcroît, à la veille du week-end. Parce que c'est vraiment triste le lendemain de retourner au boulot après une telle journée.

Le 16 février à Longwy

Halte là ! on ne passe pas !

La grève était totale ce vendredi à Usinor, aux forges de Gorcy, à la Chiers. Mais aussi dans toutes les entreprises de la région. Pas un magasin ouvert dans les rues de Longwy. Sur les routes, des barrages infranchissables ; les frontières belges et luxembourgeoises étaient fermées. A une dizaine de kilomètres autour de Longwy, les routes étaient bloquées hermétiquement. Il s'agissait ainsi d'interrompre toute activité économique. Syndiqués CFDT, CGT et autres, non-syndiqués se retrouvaient au coude à coude dans ces barrages.

La détermination des grévistes était grande et un patron du bâtiment en a fait l'expérience. M. Colle avait en effet menacé de licenciement ses ouvriers s'ils faisaient grève. Des sidérurgistes ont fait une descente dans son entreprise et ont rendu impossible la poursuite du travail. Par la suite, alors que M. Colle s'attaquait à des voitures de sidérurgistes, il a dû s'enfuir sous une volée de pavés... Quelques routiers qui

voulaient absolument forcer les barrages ont pu être finalement convaincus qu'il ne fallait pas insister et qu'il était bien préférable de venir se restaurer, au chaud, en attendant la levée des barrages.

Le matin même, le siège du patronat de la sidérurgie avait été occupé. Les travailleurs ont ainsi maintenu un immeuble suffisamment grand pour s'y réunir. Ce haut lieu du patronat de la sidérurgie a abrité le 16 février de nombreuses discussions. Fait très positif, les syndicalistes CFDT avaient invité les résidents du foyer Sonacotra de Mont-St-Martin à tenir un stand pour populariser leur lutte. Ne seront-ils pas parmi les premiers licenciés ?

Au cours de cette journée, une idée a fait son chemin : celle de la coordination des luttes. Entre sidérurgistes d'abord, bien sûr. C'est pour cela que des sidérurgistes de Longwy se sont rendus le 16 voir leurs camarades de Denain, de Montataire, de Dunkerque. On ne dira en effet jamais assez la nécessité

d'une riposte d'ensemble de tous les sidérurgistes de Longwy à Dunkerque, face à l'attaque patronale. Mais aussi convergence des luttes dans les différents secteurs. La présence de grévistes de la SFP à Longwy témoignait de cette volonté d'unité. Une équipe d'employés de la SFP est venue tourner un film afin d'aider à populariser le combat des sidérurgistes. En début d'après-midi, une centaine de travailleurs ont occupé les locaux de la poste de Longwy, afin d'empêcher l'arrivée de la distribution du courrier des entreprises sidérurgiques.

Vers 23 heures, les barrages routiers étaient levés. L'impression dominante de cette journée a été la paralysie totale de toute activité économique. Objectif atteint donc. Mais on peut sans doute regretter qu'il n'y ait eu aucune initiative centralisée permettant aux travailleurs de se compter.

Car si la grève a été massive, il faut néanmoins constater que les différentes actions organisées n'ont regroupé qu'une minorité de travailleurs.

Et maintenant !

Au soir du 16, une question s'est trouvée immédiatement posée. Et maintenant, que faire ? On a très nettement l'impression qu'avec le 16 une première étape de l'action contre l'attaque patronale a pris fin. Une deuxième phase doit commencer pour que la lutte puisse avancer.

La première phase a été marquée essentiellement par la multiplication d'actions appelées « opérations coups de poing » qui ont eu pour effet d'affirmer le refus résolu des licenciements. Ces actions ont eu deux autres caractéristiques. Elles se sont déroulées, pour la plupart, en dehors des entreprises. Elles n'ont mobilisé qu'une minorité de travailleurs, tout en ayant l'appui de la grande majorité.

Une idée, lancée par la direction confédérale de la CGT, est actuellement débattue : celle d'une marche nationale sur Paris. En Lorraine, à Longwy notamment si l'on ne rejette pas cette perspective, on s'inquiète malgré tout des conditions dans lesquelles elle pourrait avoir lieu.

On n'oublie pas qu'une telle marche avait eu lieu au

moment d'Usinor-Thionville. Au lieu de développer effectivement l'action sur le terrain, dans l'entreprise, les travailleurs avaient été appelés à manifester dans les rues de Paris. Au lieu d'être le résultat d'une mobilisation active sur le terrain, cette manifestation avait contribué à la démobilité. Un travailleur exprimait cette inquiétude le 16 à Longwy, en déclarant :

« Je pense qu'une marche sur Paris doit être très largement préparée. Cela ne peut certainement pas se faire au seul niveau du bassin de Longwy. Cela doit se faire au niveau de tous les bassins sidérurgiques et même de toutes les régions industrielles en difficulté. Il faut la réaliser mais quand on l'aura décidée, il faudra la préparer longtemps à l'avance sinon cela risque d'être la dernière opération que nous effectuerons et elle risque d'être finalement démobilisatrice. » De son côté, un responsable de la CFDT affirmait : « Il faut faire attention. Nous avons des expériences, notamment à Thionville, où la manifestation à Paris qui était pourtant impressionnante a marqué la fin de la lutte. Si nous allons

à Paris, il faudra qu'on s'organise et qu'on discute pour savoir comment une marche sur Paris est une nouvelle étape pour la lutte et non pas une fin. Il faut en être persuadé dès à présent. »

Il est clair en effet qu'une marche sur Paris ne saurait remplacer ce qui devient de plus en plus essentiel pour l'avenir de la lutte : développer l'action dans les entreprises touchées par les licenciements comme dans celles qui ne le sont pas. C'est là que des coups pourront être portés aux profits du patronat. C'est là aussi que pourra se réaliser la mobilisation de la masse des sidérurgistes. Un responsable CFDT d'Usinor-Dunkerque déclarait dernièrement dans nos colonnes : « C'est sûr qu'il faudra leur faire mal et ça c'est dans les boîtes que ça se passera ». L'avenir de la lutte est aujourd'hui là : l'action s'engagera-t-elle dans les entreprises ? Il ne faut évidemment pas brûler les étapes mais les initiatives les plus positives actuellement seront celles qui contribueront à engager cette action.

Travailleur ou élève ?

L'UNIVERSITE ouvrière, on l'a vu, a pour mission d'exploiter au maximum les stagiaires. Cependant, elle ne se contente pas de les exploiter, elle tente de les couler dans le moule du parfait travailleur « rentable et docile » et pourquoi pas de briser les fortes têtes ?

L'université ouvrière joue sur l'ambivalence élève-travailleur.

BRIMER L'ÉLÈVE

En tant qu'élève, le stagiaire subit des interdictions dignes du CES du coin.

Tu auras une attitude correcte ou tu accepteras d'être expulsé du cours. Fumer, boire, manger et mâcher de la gomme, tu ne feras point ! Tu n'utiliseras point le téléphone de l'université ouvrière pour les communications personnelles, etc.

Rappelons-le, les stagiaires ont entre 17 et 30 ans ! A l'interdiction de manger s'ajoute celle de discuter politique : « Toute discussion raciale, religieuse, ou politique est interdite ».

Si vous être choqués par ce règlement, c'est que vous êtes des fantaisistes ou des incapables : c'est le règlement lui-même qui le dit : « Il (le règlement) ne peut d'ailleurs choquer que les fantaisistes ou les incapables, qu'il est préférable de décourager dans un établissement sérieux ».

Une des manières de décourager pouvant être d'embaucher un ancien para, insignes paras sur la poitrine comme en section menuiserie, par exemple.

Si l'élève est bien sage, il recevra « son parchemin » à la fin du stage. Il est délivré aux plus méritants en fonction de la qualité de leur travail, de leur comportement général, de leurs qualités morales et de la rédaction d'une thèse sur le thème : « Que puis-je apporter au métier par mon instruction antérieure et ma réflexion ? ».

Les stagiaires sont obligés de rédiger cette thèse, sinon ils sont considérés comme démissionnaires, selon la loi du 16 juillet 1971 et des décrets de 1971, c'est-à-dire qu'ils doivent rembourser tous les salaires perçus durant le stage.

EXPLOITER LE TRAVAILLEUR

En tant que travailleurs, l'université ouvrière oblige les stagiaires, comme dans l'ensemble du parchemin, à rembourser en cas de démission. De même, ils sont contraints à pointer en arrivant au travail, ils subissent un contrôle très strict pour tout ce qui concerne les horaires, comme tous les autres travailleurs, à la différence près qu'ils ne sont travailleurs que pour faire le boulot, être rentables, produire et être à l'heure et non pour le salaire : 25 % du SMIC pour les moins de 18 ans et 75 % du SMIC pour les autres.

C'est contre une telle situation, que les stagiaires



LES 7 PROMESSES

Prononcées par l'Élève de l'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE

- J'ai cherché et trouvé le métier qu'il me plaît d'exercer et je promets de m'y consacrer.
- Quelque humiliante que soit la tâche que l'on me demandera de faire dans ce métier, c'est dans son parfait accomplissement que naîtra ma première dignité d'ouvrier.
- Je ne serai grand qu'en fonction de ce que je créerai, jamais en fonction de ce que je crierai.
- Je ne m'attacherai pas essentiellement à créer l'objet le plus beau, mais plutôt la machine qui fera l'objet le meilleur.
- Mon savoir vaut plus que l'argent : le riche et le pauvre en paieront son même juste prix, car ce que je fais est œuvre de conscience et non œuvre d'intérêt.
- La noblesse du travail ne tolère pas que je croupisse par stagnation volontaire, que j'ignore par paresse, ou que je fasse mal sciemment.
- Mon savoir n'est qu'un relais que je dois à celui qui va plus loin.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

en colère ont occupé, défilé l'année dernière ; première année de stage-Barre et cette année.

Ainsi, aux universités ouvrières, les cuisinier(e)s qui doivent payer le repas qu'ils ont préparé pendant toute la journée ne la paient pas et sont bien décidés à ne pas le payer. Les stagiaires de Léo Lagrange de Levallois, de Villiers-le-Bel et d'ailleurs ont occupé en décembre dernier la DTMO pour être payés. Ceux de Lille ont été obligés d'en faire autant pour toucher leurs sous aussi. Les stagiaires de Strasbourg se sont mis en grève récemment à cause du licenciement d'un des leurs par le directeur pour « contestation » !

C'est dans cette optique que la coordination des stagiaires Barre revendique, entre autres, un statut de travailleur en formation et au moins une rémunération équivalente au SMIC et qu'elle appelle à un rassemblement de tous les stagiaires Barre mercredi 28 février à 15 heures devant la DTMO à Paris.

LES SEPT PROMESSES PRONONCÉES PAR L'É-

LEVE DE L'UNIVERSITE OUVRIERE.

J'ai cherché et trouvé un métier qu'il me plaît d'exercer et je promets de m'y consacrer.

- Quelque humiliante que soit la tâche que l'on me demandera de faire dans ce métier, c'est dans son parfait accomplissement que naîtra ma première dignité d'ouvrier.

- Je ne serai grand qu'en fonction de ce que je créerai, jamais en fonction de ce que je crierai.

- Je ne m'attacherai pas essentiellement à créer l'objet le plus beau, mais plutôt la machine qui fera l'objet le meilleur.

- Mon savoir vaut plus que l'argent : le riche et le pauvre en paieront son même juste prix, car ce que je fais est œuvre de conscience et non œuvre d'intérêt.

- La noblesse du travail ne tolère pas que je croupisse par stagnation volontaire, que j'ignore par paresse ou que je fasse mal sciemment.

- Mon savoir n'est qu'un relais que je dois à celui qui va plus loin.

Nathalie VILLOTIERS

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Quand la défense accuse

AU cours du meeting du 11 février à Paris, les avocats notamment ont fait le point sur la situation concernant les patriotes corses emprisonnés. Nous publions presque intégralement cette intervention, comme témoignage. Elle est éducative à plus d'un titre, notamment sur la politique du pouvoir et l'attitude à avoir face à lui.

Sur la question de l'isolement des emprisonnés, je m'arrêterais sur le cas d'Antoine Battestini. Bien sûr, Stella est lui aussi dans cette condition d'isolement complet. Mais il a connu Fleury, c'est-à-dire qu'il a vu quelle était la détermination de ses camarades en prison. Battestini, lui, ne l'a pas connu, il a été directement interpellé, arrêté, inculpé et mis au secret à la maison d'arrêt de Fresnes. Je vous demande au nom de tous, de tous ses camarades en prison, au nom de tout le peuple corse, de lui écrire et de lui montrer qu'il peut être seul dans une cellule, mais qu'il ne sera jamais seul ni dans sa détention, ni dans son procès, ni ensuite. Ecrivez-lui, c'est très important*.

ATTEINTES AU DROIT A LA DÉFENSE

On cherche délibérément à réduire les droits de la défense des inculpés par tous les moyens. Parce qu'on sait qu'ils sont décidés à préparer collectivement leur défense. Bien sûr, ils ont théoriquement le statut politique, mais lorsque leurs avocats vont les voir, comme par hasard, il n'y a pas de salle assez grande pour les réunir ! Comme par hasard, des mesures de sécurité s'imposent et nous obligent à les voir que par deux, c'est-à-dire à répéter dix fois, quinze fois les mêmes choses à chacun ! Comme par hasard, toute une série d'éléments viennent en fait restreindre ces droits de prisonniers politiques que théoriquement, on leur reconnaît.

Les avocats de la défense ont décidé d'organiser une conférence de presse dans les semaines qui viennent pour dénoncer les conditions actuelles de détention. Ils disent, et ils ont déposé une note dans ce sens au juge d'instruction, que ces conditions sont contraires à tous les droits de l'homme, reconnus à la fois par la Constitution française, ainsi que les conventions internationales.

Ils disent que cette mesure de séparation est illéga-

le si elle se poursuit au-delà de l'instruction. Il faudra y veiller. Nous serons tous là, et pas seulement les avocats.

UNE LOI DE RÉPRESSION DE DROIT COMMUN

Et surtout, au-delà de ces brimades et faisant apparaître un petit peu comme dérisoire le caractère de ces brimades, il y a la volonté de faire peser sur les prisonniers la honteuse inculpation « d'association de malfaiteurs ». C'est une accusation qu'ils récuseront absolument. C'est une inculpation qui, en fait, utilise une loi qui a été établie à d'autres fins.

Cette loi qui a créé l'inculpation d'association de malfaiteurs était une loi qui a été établie au début du siècle, pour, en fait, pouvoir poursuivre et juger les gangsters les plus dangereux que l'on n'arrivait pas à prendre en défaut parce qu'ils avaient toujours des alibis pratiquement construits d'avance.

Et cette loi, qui est une loi de répression de droit commun, on voudrait la mettre en œuvre pour des gens qui disent : « Nous assumons nos actions, nous les assumons complètement et nous sommes prêts à nous expliquer entièrement sur elles ».

Il y a une contradiction absolument flagrante à vouloir d'un côté maintenir cette inculpation de droit commun et d'autre part, de saisir la Cour de Sureté de l'Etat qui est une juridiction d'exception ne reconnaissant que des délits politiques.

On cherche à saisir une juridiction d'exception, sans toute dans le but de pouvoir réprimer plus directement, mais d'un autre côté, on cherche à nier aux inculpés actuels leurs droits de militants politiques, le droit qu'ils ont de dire qu'ils sont là parce qu'ils ont agi pour ce qu'ils croyaient être l'intérêt du peuple corse.

ILS SONT PRETS A ALLER AU FOND DE L'EXPLICATION

Ne croyez pas que parce qu'ils subissent une telle inculpation et une telle détention, les prisonniers se soient laissés abattre. Je les ai vus presque tous dans la journée d'hier, ces « délinquants », ces « fanatiques », ces « voyous », ces « gauchistes », tout ce que l'on a pu dire sur eux et qu'est-ce que j'ai trouvé en prison ?

J'ai trouvé des hommes, des hommes corses, travailleurs, chaleureux, ouverts. On m'avait annoncé l'ayatollah et j'ai vu le peuple corse. J'ai vu le peuple corse dans toutes ses couches, dans toutes ses sensibilités différentes. J'ai vu le peuple corse au travail. J'ai vu des jeunes corses sans aucun fanatisme, alors qu'on cherche à les dépeindre de cette façon, prêts à discuter de tout, prêts à se remettre en question eux-mêmes si on leur prouvait qu'ils avaient tort.

En tout cas, ils sont prêts à aller au fond de l'explication parce qu'ils ont le sentiment qu'ils la doivent — non pas peut-être aux juges qu'ils récuseront — mais qu'ils la doivent au peuple dont ils font partie intégrante. J'ai vu des hommes corses qui sont décidés à ne pas se laisser traiter comme des délinquants, mais à faire eux le procès qu'ils entendent faire et ils ont des questions terribles à poser.

Ils ne viendront donc pas seuls au procès mais ils viendront avec toute leur mémoire qui est la mémoire d'un peuple. Et ce peuple est déjà habitué à de telles méthodes. Il a été habitué dans son histoire à ce qu'on utilise les armes les plus honteuses contre lui : rappelez-vous les résistants qui n'ont pas abandonné les armes après l'exil de Paoli, comment a-t-on commencé à les appeler ? On les a appelés des bandits. Il y avait dans ce terme toute une volonté péjorative : Quelles ont été les réactions du peuple, non seulement à cette époque, mais pendant les événements qui ont suivi et en particulier pendant la dernière guerre...

« Nous sommes tous des malfaiteurs ! ».

*Voir le bimensuel No 48 ou le quotidien No 1011. ** Le titre et les intertitres sont de la rédaction.



Les pompiers d'Ajaccio.

Les pompiers corses se sont battus pour des effectifs

EN été, on parle beaucoup des incendies en Corse. Le gouvernement parle alors beaucoup de vandalisme, mais pas de moyens. Il a fallu une lutte résolue des pompiers d'Ajaccio pour en obtenir. Ils étaient 27, demandant à être 58 (pour un secteur d'intervention de 70 000 habitants, ce n'est pas trop). Ils ont obtenu d'être 44, après s'être mis en grève, s'être installés devant la mairie avec véhicules d'intervention et tentes, après avoir recueilli des milliers de signatures de la population et avoir enfin inondé le hall et la façade de la mairie de neige carbonique !

Ceux d'Usinor-Denain ont bloqué le périphérique

ALORS que je revenais d'effectuer ma course (boulisterie), je me suis trouvé dans un embouteillage pas possible. Je fus vite renseigné sur le pourquoi : des camarades ouvriers bloquaient le périphérique. Dans les deux sens, il était bloqué.

A plusieurs reprises, des voitures ou motos ont essayé de passer. « Pas question » disaient les ouvriers. Après plusieurs risques d'accident pour arrêter ceux qui essayaient de passer, le calme régna.

Les camarades d'Usinor expliquaient leur lutte, la misère, etc. Les gens écoutaient. Ils distribuaient des tracts où ils demandaient de soutenir ceux du Nord (sidérurgie). J'ai pu discuter avec eux. Que de colère s'exprimait sur leur figure et dans leurs actions ! Ils étaient déterminés. Un camarade me disait : « Je n'ai plus

assez d'argent pour payer mon loyer, nous ne mangeons presque pas, c'est la misère ; je ne me suis jamais énervé, élevé contre le pouvoir, mais maintenant ça va changer. Nous y voyons plus clair, nous ne nous endormirons pas ». Pendant près d'une demi-heure, ils ont bloqué. Une voiture de flics qui était devant, a démarré sur les chapeaux de roue, à toute vitesse, elle a été obligée de reculer car les ouvriers tapaient dessus. Les gens ne sont pas restés indifférents presque pas de klaxons, ce qui est rare. Ceci m'a également obligé d'en parler au bureau, vu mon retard, ce qui a amené la discussion sur Longwy, Denain.

Solidarité avec les sidérurgistes. Déterminés, ils vaincront !

Un camarade postier de Clichy.

Développement de l'action dans la peinture navale à Marseille

VENDREDI 16 février, une importante assemblée générale a réuni les travailleurs des entreprises Gardella (190 licenciements), Simat et Castellano. Il s'agissait pour les travailleurs de décider de l'action face aux licenciements et la remise en cause du statut des travailleurs de la peinture navale. Un responsable du conseil syndical CGT de la peinture navale a expliqué en quoi le patronat menait des attaques diverses pour réorganiser la peinture navale à son profit. Il a montré que seule l'action unie de l'ensemble des travailleurs (licenciés, actifs professionnels volants) pourraient mettre en échec le patronat. Il a indiqué que le combat de la peinture navale était le même que celui de la construction navale à Marseille où les travailleurs mènent l'action contre les heures supplémentaires, pour le maintien de leur statut. Cette intervention qui indiquait la voie de l'unité s'est terminée dans les applaudissements. Un délégué CGT de l'entreprise Simat est alors intervenu pour expliquer la position du conseil syndical et a proposé l'arrêt immédiat des heures supplémentaires. Les travailleurs ont voté pour, à main levée.

Un délégué CGT de l'entreprise Castellano a alors signalé que pendant que se déroulait l'assemblée générale et qu'était décidé l'arrêt des heures supplémentaires, le patron de Castellano faisait travailler des peintres en bâtiment sur le bateau « Napoléon ». Il a proposé d'aller leur faire arrêter le travail. Ce qui a été fait. Sur le « Napoléon », les travailleurs ont accepté immédiatement de débarquer. Enfin l'assemblée générale a décidé de se rendre en masse à la prochaine réunion du comité d'entreprise de Gardella du lundi 19 février pour exiger le paiement des augmentations dues d'après la convention collective et les primes diverses de fin d'année non-payées. Le conseil syndical CGT doit se réunir en milieu de semaine pour envisager les modalités de la poursuite de l'action. A la sortie de cette assemblée générale, un numéro spécial de l'Humanité rouge sur la réparation navale a été diffusé.

Correspondant Marseille

Courrier des lecteurs

Capitalisme assassin

Mon camarade postier est mort, il s'est suicidé. Depuis les élections, il n'avait plus confiance en rien. Il était tombé dans le défaitisme. Depuis, il se renseignait sur la Chine, comprenait pas très bien, l'Albanie ; il cherchait en France un parti qui corresponde à sa conception des choses. J'ai beaucoup parlé avec lui, il ne comprenait pas très bien la politique, surtout la politique extérieure, mes arguments ne suffisaient pas à le convaincre. Peut-être n'étais-je pas assez convaincu moi-même. Sur les formes de lutte dans le travail, il était isolé ; peut-être là aussi mon rôle de militant n'a pas été mené à bien. Il espérait un avenir meilleur, mais la maladie du capitalisme (la dépression) a éteint à jamais le camarade qui, à bout, s'est jeté du 8e étage de son immeuble. Le responsable c'est le capitalisme, lui qui tue des camarades tous les jours sous différentes formes. Les criminels seront punis, ma haine du capitalisme ne fait que se renforcer.

Camarades, pas de défaitisme, pas de fuite inutile et si triste. Ce changement par la révolution est inévitable.

Un camarade postier de Clichy

LARZAC

Succès du meeting à la Mutualité

JEUUDI soir, la grande salle de la Mutualité à Paris avait un aspect inhabituel : la moitié des sièges en avaient été retirés, ceci pour permettre au bal folk qui clôturait la soirée de soutien aux paysans du Larzac de se dérouler. L'autre moitié de la salle était pleine.

Cette soirée était organisée par les comités Larzac parisiens. A la tribune, avec des représentants de comités Larzac, trois habitants du plateau : un paysan, sa femme et une femme artisan. Depuis la manifestation de Paris qui avait réuni près de 50 000 personnes,

la situation n'a guère évolué. Le représentant du ministre veut bien discuter, mais il lui faut toujours les 17 000 hectares... Côté sous-préfet, l'imagination ne manque pas non plus : « Paysans du Larzac, vous tenez à la ferme de la Blaquière ? Mais on va vous la démonter pierre par pierre et la construire juste à la limite du camp. »

« Le tourisme ? Mais on construira des miradors à la périphérie du camp pour que les gens puissent voir les chars manœuvrer ! » Côté paysan, la combativité ne se dément pas : dimanche dernier, une salle de traite a été inaugurée, cela prouve bien que la déter-

mination pour continuer à mettre en valeur le Larzac est intacte... malgré les ordonnances d'expropriation qui ont eu pour conséquence de retirer la propriété juridique de leurs terres à un certain nombre de paysans. Certes si l'expulsion peut arriver à tout moment, pour l'instant, la conséquence de ces ordonnances est de retirer certains droits aux concernés, telle la possibilité par exemple de faire des emprunts.

D'ailleurs, hier soir a été lancé un appel à refuser de payer 3 % de l'impôt et à les reverser à une caisse des travailleurs du plateau, ce qui leur permet de trouver ainsi les fonds nécessaires à

la restauration de certains bâtiments d'élevage.

Un référendum « pour ou contre l'extension du camp » a lieu à Millau actuellement, le résultat ne fait pas de doute, puisque maintenant, même les associations de pêcheurs se prononcent contre le camp. Comme les sidérurgistes actuellement, ces paysans défendent eux aussi leur droit à conserver leur travail sur place. Que les travailleurs de la ville continuent à soutenir leur lutte est une nécessité, chose qu'ont très bien comprise par exemple ces postiers parisiens qui de leur propre initiative sur leur lieu de travail, popularisent cette lutte.

Dans le prochain bimensuel

UN DOCUMENT PASSIONNANT

Dans le No 49 du bimensuel, qui sort le 21 février, l'interview exclusive que Jiri Pelikan a bien voulu nous accorder apporte son témoignage de militant engagé dans la lutte pour l'indépendance nationale de son pays et pour le respect des droits de l'homme.

Ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, exclu de ce parti en 1969 au début de la « normalisation », il vit actuellement à Rome.

Commandez ce numéro de l'Humanité rouge bimensuel à l'Humanité rouge BP 61 75861 - Paris Cédex 18 - CCP 3022672D - La Source.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F	50 F	60 F
	(122 No)		

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F	30 F	40 F
	(7 No)		

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

Courant janvier, la direction décide de ne plus payer la pause d'une demi-heure pour ceux qui font les 2X8 (165 ouvrières), au cas où on arrive plus d'une demi-heure de retard le matin, chose assez courante.

Ça commence à bien faire !
À la fin du mois, tombent les augmentations de salaires pour les six mois : certaines d'entre nous ont 60 F

EN GREVE

À l'appel de la CFDT (seul syndicat en collège ouvrier), une assemblée générale a lieu lundi 5 février et la grève est votée par 70 ouvrières et une dizaine d'ouvriers.

C'est la première fois qu'on ose faire une assemblée générale pendant le travail et qu'on ose faire la grève pour de bon !

Un quart d'heure après, nous défilons dans les ateliers avec de grands panneaux. Pour la première fois aussi nous bravons la légalité du patron.

ON S'ORGANISE

Préparée en réunion syndicale, l'organisation se met en place. Une liste de revendications est faite. Nous voulons :

- 250 francs d'augmentation pour tous ;
- Le 13e mois intégral (en remplacement d'une prime d'assiduité) ;
- Une augmentation minimum de 12 % pour l'année ;
- Une prime de vacances ;
- La révision de la prime d'équipe, de la prime de transport ;
- Une heure d'information syndicale par mois ;
- Le paiement de la pause en cas de retard.

Pendant ce temps, un groupe d'ouvrières rédige un tract pour les autres usines de la zone industrielle. Tiré par l'UIS-CFDT de Tours, nous irons le distribuer à peine trois heures plus tard.

Un autre groupe fait un article pour la *Nouvelle République*, le journal régional.

De beaux panneaux sont faits. Des contacts avec les délégués d'autres usines sont pris pour faire des collectes.

Bref, dès le premier jour, nous partons sur les chapeaux de roues pour nous organiser et faire la plus large publicité à notre grève sans attendre d'être à bout.

Avec quelques délégués, ce sont des ouvrières non-syndiquées qui vont diriger la grève. Il n'y a aucune coupure entre syndicat et le reste des ouvrières il n'y a qu'une classe ouvrière unie !

TOUJOURS PLUS FORTS !

Le lendemain, nous sommes 20 de plus. À 5 heures du matin, il pleut et nous décidons d'occuper la cantine, après avoir balayé quelques hésitations legalistes.

Une chanson est composée, que nous reprendrons allégrement tout au long de la grève.

Pour les négociations, nous formons une délégation de grévistes composée d'une partie des délégués et d'un représentant par équipe de travail. Cette grève est l'affaire de toutes et de tous !

Le directeur de l'usine nous ignore. En fait, il attend le directeur européen, qui arrive le lendemain.

Nous en profitons pour continuer notre popularisation. La grève est bien accueillie. Certains nous disent : « *La Sprague en grève, c'est pas possible !* » Eh si.

La réputation de « *La Sprague jamais en grève c'est des bonnes-femmes* » est en train de s'envoler en fumée.

Le mercredi, encore 20 à 30 ouvrières qui nous rejoignent ! À 10 heures, première négociation avec le directeur européen.



Les ouvrières de la Sprague à Tours ont su s'organiser pour gagner.

SPRAGUE - TOURS

Nous avons gagné !

L'USINE Sprague à Tours (Indre et Loire) vient de connaître sa première grève depuis sa création, il y a onze ans. Nous sommes 270 OS dont 250 femmes, à fabriquer des composants électroniques pour le profit du groupe américain Général Cable, payées entre le SMIC et 2 300 F nets, toutes primes comprises (rendement, équipe). Depuis les vacances 1978, un tour de vis était donné par la direction pour augmenter la production : accélération des cadences, suppression des distributeurs, licenciement de quelques filles « grandes gueules », chronométrage des pauses-café...

Il nous fait d'abord le chantage de la fermeture de l'usine, puis il nous fait des propositions à mi-chemin de ce qu'on veut. C'est une première tentative pour contenter les plus hésitantes d'entre nous et briser

notre unité. Nous en acceptons certaines : prime d'équipe, contrat de salaires, pause payée, mais il nous faut absolument 125 francs tout de suite et le 13e mois intégral.

Grâce à l'attitude décidée des ouvrières combattives et à l'aide d'explications économiques sur la situation de la Sprague (soustrayant d'IBM à 80 %) et les mille et une façons qu'ont les groupes internationaux de ca-

moufler leurs bénéfices, l'unité est sauvegardée.

Quand on apprend que l'atelier de l'entretien envisage de nous rejoindre, et que même la maîtrise en parle, on se rend compte alors que le patron est en train de s'isoler, et par conséquent qu'il faut tenir bon, du moins ne rien montrer de nos hésitations.

LA VICTOIRE

Le jeudi matin, on sait que des ouvrières vont reprendre l'après-midi, si un accord n'est pas signé. De vives discussions s'engagent, à la limite parfois des engueulades. Faut-il accepter un compromis et reprendre le boulot dans l'unité, ou faut-il continuer coûte que coûte en sachant que certaines vont lâcher ?

Nous décidons d'attendre la négociation de 10 heures, et de continuer à défendre nos positions sans rien laisser paraître. Le chef du personnel discute avec des filles ; au bout d'un quart d'heure, il est persuadé que nous pouvons tenir encore une semaine s'il le faut !

La négociation débute. Soudain, on entend une clameur venant de la cantine et tout le monde qui chante : « *On rigole bien à Sprague...* » (voir la chanson).

Ce sont les ouvrières de l'entretien qui débattent !

Au bout de 5 minutes, le directeur européen accepte d'un coup :

- 125 francs d'augmentation immédiate ;
- Le 13e mois intégral ;
- La prime d'équipe à 1,20 francs de l'heure ;
- Augmentation minimum de 12 % pour l'année ;
- Paiement des pauses en cas de retard ;
- Prime de transport de 30 francs.

Nous avons gagné !

C'est dans l'euphorie que nous reprenons le boulot. Désormais nous savons ce que signifie l'unité de la classe ouvrière et nous allons le faire savoir autour de nous, puisque le syndicat des Métaux-CFDT de Tours a décidé de faire un tract expliquant notre grève à tous les métallos tourangeaux.

Un militant du PCML de la Sprague

Sur l'air de « Perrine était servante, chez Monsieur not' curé ».

On rigole b'en à Sprague (bis)
Mais pas b'en cher payés
Ding don da don daine (bis)

Voilà 10 ans qu'ça traîne (bis)
Faudrait b'en s'affoler
(Refrain)

Ils s'loutraient b'en de notre poire (bis)
Pour mettre des sous d'côté
(refrain)

L'américain qui passe (bis)
Il n'a point l'air fauché
(refrain)

V'la l'13e mois qui tombe (bis)
On le veut tout entier
(refrain)

Allon-y les drolières (bis)
Faudraient b'en se secouer
(refrain)

Il faut tous faire la grève (bis)
C'est l'seul moyen d'gagner
(refrain)

Y'a pas grand chose à perdre (bis)
Mais y'a gros à gagner
(refrain)